

*Entretien avec Mikhaïl Khodorkovski**

LA LIBERTÉ OU LE SAUCISSON

*Cet entretien a été réalisé
par la Rédaction de Politique Internationale*

Le nom de Mikhaïl Khodorkovski déchaîne les passions depuis plusieurs années, aussi bien en Russie que dans le reste du monde. Aux yeux de ses détracteurs, ce brillant homme d'affaires, créateur dans les années 1990 du gigantesque conglomérat pétrolier Ioukos, incarne tous les maux de l'époque de la « privatisation sauvage » qui eut lieu en Russie lors des deux mandats de Boris Eltsine (qui présida le pays de 1991 à 1999). Sa condamnation à huit ans de prison, à l'issue d'un procès qui dura de 2003 à 2005, apparaît dès lors comme un « juste châtement » pour celui qui n'aurait pas hésité à contourner la loi afin de bâtir son empire et de devenir l'homme le plus riche de Russie. Selon l'acte d'accusation, Ioukos se serait livré à une gigantesque fraude fiscale, dont son patron aurait été l'un des premiers bénéficiaires. De nombreux Russes, ainsi que l'élite politique de Moscou, estiment que l'oligarque déchu, interné en Sibérie, « n'a eu que ce qu'il mérite ».

Tous ne sont pas de cet avis. Ils trouvent étrange que, de tous les oligarques russes, Khodorkovski ait été le seul à subir un tel sort. Car si Boris Berezovski ou Vladimir Goussinski — deux autres grands magnats des années 1990 — ont préféré quitter le pays, plusieurs de leurs anciens « collègues » ont réussi, eux, à entrer dans les bonnes grâces du Kremlin. Khodorkovski aurait été puni, en réalité, car l'entourage de Vladimir Poutine (qui a succédé en 2000 à Boris Eltsine) voyait en lui une menace. En effet, le patron de Ioukos s'était rapproché des partis d'opposition et entendait, par surcroît, mener ses affaires au mieux des

* Ancien propriétaire du géant pétrolier russe Ioukos, emprisonné depuis 2003.

intérêts de son entreprise, sans chercher à se ménager les bonnes grâces de l'exécutif.

Ce qui est sûr, c'est que le premier procès Ioukos a suscité un flot de critiques, tant les droits de la défense y ont semblé bafoués. En dépit de nombreuses failles dans le dossier, Khodorkovski et plusieurs de ses collègues, au premier rang desquels Platon Lebedev, ex-numéro 2 du géant pétrolier, ont été condamnés à de lourdes peines. Quant à la compagnie elle-même, elle a été mise en faillite et ses actifs ont été récupérés par des entreprises proches du pouvoir, au premier rang desquelles Rosneft, qui appartient à 75 % à l'État. Incarcéré dans l'est de la Sibérie — à Krasnokamensk, puis à Tchita —, Khodorkovski espérait pouvoir sortir en 2011, à l'issue de ses huit ans de détention, voire plus tôt. Mais en 2006, de nouvelles accusations ont été portées contre lui et contre Lebedev. Inculpé de revente illégale de pétrole et de blanchiment d'argent, il a été transféré à Moscou où son second procès s'est ouvert en mars 2009. Alors que le procès bat son plein, il a accepté — comme il l'avait déjà fait lors de son premier procès, en 2005 (1) — de répondre aux questions de Politique Internationale. Qu'il s'agisse de son sort personnel ou du destin de la Russie, cet homme indomptable, aujourd'hui âgé de 46 ans, veut croire à des lendemains meilleurs.

P. I.

Politique Internationale — *Après avoir été condamné, en 2005, à neuf ans de prison pour escroquerie et fraude fiscale, vous êtes aujourd'hui de nouveau poursuivi pour blanchiment d'argent sale. La peine maximale qui pourrait être prononcée contre vous à l'issue du procès est de 21 ans. De votre point de vue, qu'est-ce qui explique ces nouvelles accusations dont vous faites l'objet ?*

Mikhaïl Khodorkovski — Ces accusations sont complètement falsifiées, elles ne reposent que sur des inventions. Pis : dans les faits, elles contredisent directement celles dont j'ai fait l'objet en 2003 et qui m'ont valu d'être condamné en 2005 à l'issue de mon premier procès. À l'époque, mes accusateurs prétendaient que Ioukos n'avait pas payé tous les impôts dus pour le pétrole qu'il avait extrait et vendu. À présent, ils affirment que c'est moi, Mikhaïl Khodorkovski, qui aurais personnellement volé le

pétrole, directement sur le puits dont il était extrait ! Mais, dans ce cas, cela signifie que Ioukos n'a jamais possédé de pétrole ! Si l'on suit cette théorie démente, alors Ioukos n'avait pas d'impôts à payer, et il n'y avait aucune raison de mettre l'entreprise en faillite pour avoir prétendument dissimulé ses revenus au fisc.

P. I. — *Selon vous, pourquoi l'accusation commet-elle de telles erreurs de logique ?*

M. K. — Avant tout parce que les gens qui ont concocté ce second procès ne sont pas très compétents. Ensuite, parce qu'ils sont certains de pouvoir faire tout ce qu'ils veulent sans jamais avoir à répondre de leurs actes...

P. I. — *Qui a « commandité » ce second procès ?*

M. K. — Il existe de nombreuses spéculations sur ce point. Des éléments concrets indiquent que les metteurs en scène de cette mascarade sont des fonctionnaires travaillant à un échelon intermédiaire du pouvoir. Ces fonctionnaires, ainsi que leurs partenaires du monde des affaires, se sont personnellement enrichis à l'issue du premier procès et de la faillite de Ioukos. J'en ai ouvertement parlé au tribunal. Je ne vais pas citer les noms de ces individus, car je sais que nos tribunaux seraient ravis de proclamer qu'ils sont honnêtes et que mes paroles révèlent de la calomnie. Mais chacun sait que les actifs de Ioukos se sont évaporés dans la nature...

P. I. — *Quelle issue prévoyez-vous à ce second procès ?*

M. K. — Je pense que cette question n'a pas été réglée à l'avance. D'après moi, même les initiateurs de ce procès ignorent comment il va se terminer. Cependant, il est indiscutable que le tribunal se montre tout à fait partial. Par exemple, on a refusé de répondre à mes interrogations portant sur de nombreux points de l'accusation, ce qui est absolument illégal.

P. I. — *Globalement, quelle analyse faites-vous de la procédure judiciaire ? Vos droits sont-ils respectés ?*

M. K. — La procédure est conduite de manière plus civilisée que lors du premier procès. Il n'empêche que le tribunal se place souvent du côté de l'accusation, sans s'en cacher, d'ailleurs. À la demande de l'accusation, le tribunal m'a interdit de commenter les preuves présentées contre moi. C'est pour le moins inhabituel.

De plus, sans aucune raison, Platon Lebedev et moi-même avons été placés dans un « aquarium » en verre incassable pendant les audiences, et quand nous sommes transférés d'un endroit à un autre, nous sommes menottés et accompagnés de policiers portant des armes automatiques en bandoulière. Quant au juge, il déclare publiquement qu'il ne peut rien y faire...

P. I. — *Dans quelle mesure la justice russe est-elle dépendante du pouvoir politique ? Comment ce procès se conduirait-il si la justice était réellement impartiale ?*

M. K. — Malheureusement, aujourd'hui, la justice russe dépend dans une très grande mesure du pouvoir exécutif. Mon procès actuel ne fait pas exception à la règle. Le tribunal attend que la direction politique lui dise que faire. Pour l'instant, il est clair que l'ordre n'a pas encore été donné. Ce qui est sûr, c'est que si le tribunal était indépendant et soumis exclusivement à la loi, il aurait tout simplement refusé d'examiner une affaire dans laquelle l'accusation contredit directement des décisions judiciaires prises par le passé et qui n'ont jamais été annulées. Dans ce dossier, il n'y a pas le moindre document prouvant que le crime supposé — des ventes de pétrole illégales — a eu lieu. Il n'y ni rapport, ni plainte, ni même description des actions des accusés ! C'est très étrange, sans même parler du fait que c'est complètement illégal.

P. I. — *Pouvez-vous nous décrire vos conditions de détention ? Êtes-vous seul en cellule ou avec d'autres détenus ?*

M. K. — Aujourd'hui, les conditions de détention à Moscou sont assez correctes — à l'échelle russe, bien sûr. C'est dur, bien entendu, mais ce n'est pas insoutenable. Je ne peux discuter avec mes proches qu'à travers deux vitres et une grille, et je ne peux sortir dans la cour qu'une heure par jour (quand il n'y a pas d'audience au procès). Le reste du temps, je suis en cellule, en compagnie de plusieurs autres détenus. Chacun d'entre nous dispose d'un espace d'environ quatre mètres carrés. Mes co-détenus sont des gens calmes, je n'ai pas à me plaindre. Il faut savoir que la situation a fortement changé depuis 2003-2004 : à présent, il y a en prison de nombreuses victimes des attaques de raiders (2), comme précisément l'affaire Ioukos. À l'époque de mon premier procès, les détenus de ce type étaient très rares.

P. I. — *Au moment de l'élection de Dmitri Medvedev, vous aviez déclaré espérer une évolution globale du pouvoir. Qu'en est-il aujourd'hui ?*

M. K. — Des changements sont en cours, c'est indiscutable. Mais je ne cache pas que je m'attendais à ce qu'ils soient beaucoup plus rapides et plus profonds, crise ou pas crise. Il est de plus en plus évident que le modèle selon lequel le pays est géré est inadapté à nos besoins réels. Le passage d'une économie fondée sur l'exploitation des matières premières à une économie diversifiée et reposant sur l'innovation n'a toujours pas été effectué, loin de là. Mais ce n'est pas dû au seul Medvedev : il y a beaucoup de gens, au sein de l'élite, que le caractère parasitique du modèle économique actuel arrange pleinement !

P. I. — *Est-il exact, comme on le dit parfois en Occident, que Medvedev serait plutôt favorable à vous laisser finir de purger votre peine tandis que Poutine, lui, serait désireux de vous « coller » une condamnation supplémentaire ?*

M. K. — Pour l'instant, je l'ignore, et je préfère ne pas jouer au jeu des devinettes ! Je suppose que Medvedev et Poutine ont tous deux intérêt à mettre un point final à cette affaire, devenue la honte et la damnation de notre « justice ». Plus cette affaire fabriquée de toutes pièces durera, moins le système judiciaire russe suscitera la confiance — non seulement à l'intérieur, mais aussi au niveau international. Cela me semble évident.

P. I. — *Y a-t-il une « ligne Medvedev » et une « ligne Poutine » distinctes, selon vous ? Si oui, en quoi se différencient-elles ?*

M. K. — Je vais vous dire le fond de ma pensée. Aujourd'hui, seules deux catégories de personnes peuvent parler de ce qui distingue la « ligne Medvedev » de la « ligne Poutine » : 1) quelques rares « insiders » qui se trouvent au cœur de ce système et savent exactement comment il fonctionne ; et 2) des commentateurs irresponsables, qui échafaudent les théories les plus diverses sans posséder toutes les clés. Pour ma part, je n'appartiens à aucune de ces deux catégories. Cela dit, il est indéniable que le pays est en train de légèrement changer de cap. Mais à quoi est-ce dû ? À la crise, à Medvedev ou même à un Poutine qui aurait pris conscience que le modèle qu'il avait mis en place quand il siégeait au Kremlin devait évoluer ? Franchement, je l'ignore.

P. I. — *Ioukos a été partagée entre diverses entreprises proches du Kremlin. Quel usage en ont-elles fait ? Quelles erreurs ont-elles commises ?*

M. K. — L'intégralité de Ioukos, ou presque (90 % des actifs de la compagnie) a été récupérée par Rosneft. Gazprom s'est approprié 5 %. Quant aux 5 % restants, ils sont restés entre les mains des anciens managers, qui ont fini par vendre ces actifs dans l'intérêt de tous les actionnaires. Par conséquent, Rosneft, aujourd'hui, c'est Ioukos moins son maillon scientifique et managérial de Moscou plus 20 % (soit la valeur des actifs de Rosneft avant l'acquisition de Ioukos). Pour une compagnie privée, la perte de son maillon scientifique et managérial aurait été très douloureuse. Cela entraîne à la fois l'augmentation des frais de fonctionnement, des difficultés liées aux projets en cours et des problèmes inévitables dus à une interruption temporaire de la gestion de l'entreprise. En revanche, pour une compagnie publique, qui a d'autres priorités et d'autres moyens de résoudre les problèmes (ce qu'on appelle les ressources administratives), la disparition de ce maillon n'a aucun effet. Tout simplement parce que c'est le contribuable qui paiera pour sa baisse d'efficacité ! Le plus triste, dans Rosneft, c'est sa culture corporative (qui est d'ailleurs propre à la plupart des compagnies publiques). Tout découle de cette culture.

P. I. — *La crise financière internationale a très durement touché la Russie. Dans l'entretien que vous nous avez accordé il y a quatre ans, vous disiez déjà que le modèle économique russe, fondé sur l'exploitation forcenée des richesses du sous-sol, était risqué. Estimez-vous que vos prédictions se sont vérifiées ? Que faudrait-il faire désormais ?*

M. K. — Cette prédiction coulait tellement de source qu'on ne peut pas l'attribuer à tel ou tel individu. Tous ceux qui comprennent un tant soit peu l'économie le comprenaient parfaitement. Il en va de même pour ce qui concerne une autre opinion que j'ai toujours défendue : l'économie est plus efficace quand elle est diversifiée, et la Russie doit impérativement passer à une phase de développement intensif des technologies de pointe. Il faut absolument qu'un ensemble de décisions politiques allant dans ce sens soient prises au plus vite. Concrètement, il est nécessaire de mettre en place des institutions étatiques efficaces et d'en finir avec la gestion « verticale » à moitié autoritaire qui est en vigueur actuellement. Cette « verticale du pouvoir »

signifie la fusion des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire... sans oublier les autorités locales. Il est impératif d'abandonner ce système si l'on veut progresser réellement.

P. I. — *Dans des articles que vous avez fait paraître en Russie, vous vous montrez étonnamment indulgent à l'égard du Parti communiste de Russie (KPRF). Estimez-vous que ce parti incarne une vraie opposition ? En quoi ?*

M. K. — J'étais du côté de Boris Eltsine en 1991, en 1993 et en 1996. Chaque fois, il faisait face à des communistes. Mais à l'époque, je pensais déjà ce que je pense toujours maintenant : le KPRF représente les intérêts d'une partie de notre société, qui a le droit de se faire entendre. Il n'en reste pas moins que ce parti a depuis longtemps besoin d'être sérieusement réformé de l'intérieur. Il faut savoir que, dans cette formation, on ne retrouve pas seulement des « orthodoxes » aigris qui pleurent depuis vingt ans le défunt PCUS. Il y a aussi une aile que je qualifierais de « sociale-démocrate de gauche », composée de nombreuses personnalités déterminées et intelligentes. Ces gens représentent une force d'opposition au pouvoir qui devra jouer un rôle dans l'avenir. C'est au niveau régional qu'on constate au mieux les effets de leur action. De mon point de vue, cette aile du KPRF est un adversaire politique digne et honnête, auquel le pouvoir livre un combat déloyal en corrompant financièrement les leaders du parti. Il faut souligner que le KPRF n'est pas le seul à subir un tel sort : le Kremlin emploie cette méthode — corrompre les chefs — à l'égard de la plupart des organisations dites d'opposition.

P. I. — *Précisément, pouvez-vous nous donner votre avis sur les partis démocratiques traditionnels, comme Iabloko ou Pravoe Delo (3) ? Peuvent-ils encore prétendre arriver au pouvoir ?*

M. K. — Je ne peux pas croire que l'une de ces formations puisse exercer le pouvoir. Ni les autorités actuelles ni l'électorat ne les portent dans leur cœur — si l'on comprend par « électorat » une partie significative de la population active politiquement et socialement. Malheureusement, ces organisations ont démontré leur inaptitude à se battre réellement pour le pouvoir et à défendre fermement les intérêts de leurs électeurs. L'avenir proche dira si elles souhaitent seulement trouver dans notre système politique actuel une place confortable, ou si elles veulent se muer en

groupes de défense des droits de l'homme. Mais ce sont les deux uniques termes de l'alternative que je vois pour ces partis...

P. I. — *Dans ce cas, qui va défendre les idéaux que ces formations défendaient dans les années 1990 et au début des années 2000 ?*

M. K. — J'estime que la Russie a besoin d'un parti national-libéral puissant. Un tel parti devrait à la fois exprimer les aspirations de la société et contrebalancer la montée en puissance des nationalistes extrémistes (même si, pour l'instant, ils ne sont pas intégrés au pouvoir et agissent souvent dans l'illégalité). Le problème de bon nombre de nos libéraux — et c'est un défaut qu'ils partagent avec ceux qui prétendent parler au nom du « peuple russe », ainsi qu'avec certains pleureurs professionnels résidant à l'étranger —, c'est qu'ils souffrent d'une vraie « slavophobie ». En effet, ils affirment que l'homme russe est génétiquement inadapté à la démocratie. À la différence de ceux qui se proclament « patriotes », ils ne se félicitent pas de ce prétendu penchant de l'homme russe pour le knout ; mais ils utilisent cette théorie pour expliquer leur échec auprès de la population... C'est fondamentalement une position néo-raciste, qui soutient la tyrannie et qui justifie la servilité et l'impuissance de nombreux représentants de l'élite politique de la Russie actuelle.

La Russie doit absolument finaliser la construction de son État, mais elle doit le faire en se fondant sur les principes démocratiques, en respectant à la fois les droits de l'homme tels qu'ils sont communément admis et sa propre histoire. J'y reviens, mais c'est fondamental : l'État doit être une machine efficace au service des gens, et non au service d'une bureaucratie corrompue.

P. I. — *Barack Obama en personne s'est interrogé sur votre procès lors de sa visite à Moscou début juillet. Medvedev lui a répondu en établissant un parallèle entre votre cas et celui de Bernard Madoff (4). Comment réagissez-vous à cette comparaison ?*

M. K. — Medvedev n'est pas allé jusqu'à effectuer une telle comparaison, qui aurait été tout à fait grotesque. Il a seulement insisté sur le fait que toutes les affaires instruites par la justice relevaient du pouvoir judiciaire et que les crimes économiques devaient être sévèrement punis.

N'oubliez pas que la capitalisation de Ioukos, basée sur ses vrais actifs matériels, était en 2003 de près de 40 milliards de dollars. Dans le cadre du processus de faillite — un processus pour lequel, je le répète, il n'y avait aucune raison économique réelle —, l'État et d'autres créiteurs de Ioukos ont récupéré 35 milliards de dollars. Or le procès actuel, comme je l'ai noté tout à l'heure, remet en cause la justification de la faillite. Dans ce contexte, comparer Ioukos à la pyramide financière de Madoff, qui était une escroquerie pure et simple, est tout simplement impossible. Que peut-il y avoir de commun entre une immense corporation prospère employant des centaines de milliers de personnes, payant des impôts gigantesques et apportant d'importants bénéfices à ses actionnaires, et la coquille vidée montée par Madoff ?

P. I. — *Il y a vingt ans tombait le mur de Berlin et la perestroïka en URSS devenait irréversible. D'immenses espoirs avaient alors été soulevés. Aujourd'hui, comment jugez-vous l'évolution de la Russie ? Si vous aviez la possibilité de vous adresser aux dirigeants des grands États occidentaux et aux présidents des grandes entreprises internationales, que leur diriez-vous ?*

M. K. — Je me souviens parfaitement de 1989. Ce fut une époque de grands rêves, aussi bien en Russie que dans les pays occidentaux. L'URSS ne s'était pas encore effondrée, le PCUS était la « force motrice » du pays et refusait de remettre en cause son « rôle dirigeant ». Les Soviétiques ne pouvaient pas voyager librement à l'étranger, le rouble n'était pas convertible... et il n'y avait pas de saucisson sur les étagères des magasins ! Mais il y avait déjà une espèce de « pressentiment » de la liberté.

Aujourd'hui, nous avons le saucisson, notre monnaie est plus ou moins convertible et les citoyens peuvent même quitter sans encombre le territoire national. Mais l'impression de liberté, elle, a disparu. Et je vais vous dire une bonne chose : à l'inverse de ce que l'on prétend parfois, il y a beaucoup de gens en Russie qui s'en émeuvent.

Bien entendu, pour certains, la liberté n'est pas si importante, et ils sont tout à faits prêts à l'échanger contre l'assurance de toujours avoir du saucisson. Or ceux qui s'inquiètent peu de leur propre liberté se préoccupent encore moins de celle des autres. L'Europe sait bien quel type de conséquences provoque une telle vision de l'existence... Il ne faut jamais l'oublier, et ne jamais fermer les yeux sur de tels

dangers au nom de je ne sais quel « pragmatisme ». Tout simplement parce qu'il ne peut pas y avoir d'intérêts pragmatiques supérieurs à la liberté.

(1) Mikhaïl Khodorkovski, « L'espoir derrière les barreaux », *Politique Internationale*, n° 109, automne 2005.

(2) Sur les attaques de raiders dans la Russie moderne, voir Pavel Astakhov, « Russie : peut-on en finir avec la corruption ? » *Politique Internationale*, n° 124, été 2009.

(3) Ces deux formations défendent la vision démocratique et libérale en Russie. Iabloko existe depuis plus de vingt ans, tandis que Pravoie Delo (La juste cause) est née en 2008 de la fusion de plusieurs partis, dont le SPS (Union des forces de droite).

(4) En juillet 2009, interrogé sur le cas Khodorkovski, Dmitri Medvedev a répondu en soulignant la gravité des charges retenues contre lui, ajoutant : « Regardez les affaires judiciaires dans d'autres pays. C'est très sérieux. Certains hommes d'affaires sont condamnés à des peines très lourdes, 150 ans aux États-Unis. » Olga Nedbaeva, « Medvedev compare Khodorkovski à Madoff et refuse de parler de grâce », AFP, 5 juillet 2009.